



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU MERCREDI 20 MAI 2015

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Cohésion Sociale et Ruralité

L'an deux mille quinze le vingt mai à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Claude PIANETTI, Vice-Président.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la délibération:  
**Approbation de l'avenant de fin de gestion 2014 de la convention de délégation de la gestion des aides à la pierre avec l'Etat**

**PRÉSENTS :**

Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Anne-Marie COLOMBANI, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Laure REIG, Thierry RUDNIK, Sylvain SENES, David SONNEVILLE, Alain VIGIER

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Olivier AUDIBERT-TROIN pouvoir à Claude PIANETTI, Nicole FANELLI pouvoir à Serge BALDECCHI, Yves BACQUET pouvoir à Gérard PIERRUGUES, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Frédéric MARCEL, Stéphan CERET pouvoir à Alain VIGIER, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Sylvie FRANCIN pouvoir à Sophie DUFOUR, Alain HAINAUT pouvoir à Mathilde KOUJI-DECOURT, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à David SONNEVILLE, Christine NICCOLETTI pouvoir à Grégory LOEW, Francine REGAZZETTI pouvoir à Alain PARLANTI, Régis ROUX pouvoir à Michèle PELASSY, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Valéria VECCHIO pouvoir à Thierry RUDNIK

**ABSENT(S)/EXCUSE(S)**

Franck AMBROSINO

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

**RAPPORTEUR :** Monsieur Claude ALEMAGNA

Transmis le : 29 mai 2015

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise

Affiché le 29 mai 2015

L'article 61 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales prévoit que les EPCI et les départements qui le souhaitent peuvent conclure une convention avec l'État par laquelle celui-ci leur délègue la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur de la construction, de l'acquisition et de la réhabilitation de logements locatifs sociaux ainsi que les aides en faveur de la rénovation de l'habitat privé.

Dans ce contexte, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a signé avec l'État une telle convention le 3 octobre 2011 pour une durée de 6 ans (2011-2016).

Elle assure la programmation, l'instruction et la gestion des aides déléguées pour le parc public mais également la programmation des aides déléguées pour le parc privé dans le cadre de l'Anah.

La présente délibération a pour objet l'approbation de l'avenant de fin de gestion 2014 portant consommation des autorisations d'engagement déléguées par l'État en 2014 au titre de la convention de délégation de la gestion des aides à la pierre de l'État et de l'Anah.

L'avenant joint en annexe présente la situation de consommation des autorisations d'engagement déléguées par l'État pour le parc public et par l'Anah pour le parc privé en 2014.

Au total, sur l'enveloppe de base, c'est la somme de 1 068 328 € qui a été engagée par la Communauté d'Agglomération Dracénoise, délégataire, répartie comme suit :

- à hauteur de 663 114€ pour réaliser des opérations de logement social en offre nouvelle :
  - 49 PLAI
  - 125 PLUS

Dans le cadre de son partenariat avec l'État concernant sa participation à l'effort de construction, Action Logement a également délégué à la Communauté d'Agglomération Dracénoise la gestion d'une enveloppe financière consommée pour un montant de 172 086 € pour l'année 2014.

- à hauteur de 405 214 € pour conduire la réhabilitation de logements privés affectés à des opérations de travaux, soit :

	Propriétaires Bailleurs			Propriétaires Occupants					Total
	Logements Habitat Indigne	Logements Très Dégradés	Logements Dégradés	Logements Habitat Indigne	Logements Très Dégradés	Énergie	Autonomie	Autres	
Objectifs 2013	4	6	6	4	2	26	5	0	53
Réalisations 2013	0	0	0	0	4	39	7	0	50

Par ailleurs, le Fonds d'Aide à la Rénovation Thermique (FART) a mis à disposition de la Communauté d'Agglomération Dracénoise une enveloppe financière consommée pour un montant de 173 297€ en 2014.

En conséquence, vu l'avis de la commission Habitat du 27 avril 2015, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant de fin de gestion, tel que présenté en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président à les signer,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tout acte et tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 60 voix pour  
2 abstention(s) :  
Thierry RUDNIK, Valéria VECCHIO  
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le mercredi 20 mai 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

  
Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.